



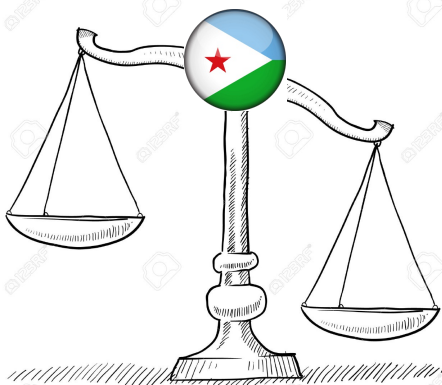
Editorial

Actualités: nationales
(Pages 2 - 4)

Actualités: régionales
(Pages 5)

Culture: poésie
(Page 6)

**Le peuple ignore
son vrai pouvoir**



Editorial

Fuir par un énième mensonge servi d'une voix chevrotante

Affronter, c'est difficile pour lui. Cela l'a toujours été. Aussi loin qu'il puisse remonter dans ses strates de souvenirs, il a vécu l'affrontement comme un acte trop pénible et d'autant redouté. Affronter les jeunes du quartier, filles comprises, camarades de jeux compris, affronter les autres élèves de sa classe, affronter des adultes, bref affronter les êtres comme les choses n'a jamais été un trait qui le distingue. Faire front, c'est s'exposer, risquer, se mettre en danger, ce qu'il redoute. Il se rappelle encore les efforts d'évitement qu'il déployait pour ne pas faire face. D'où son penchant pour le coup dans le dos, le détour, le faux-fuyant et...le mensonge. Tels sont ses agissements pour éviter de faire front. Le mensonge est un moyen qu'il souvent manié et manie encore sous toutes les formes, en toutes circonstances. A telle enseigne de s'étonner, certaines fois, de la facilité avec laquelle il se permet de mentir. Au point de se demander, d'autres fois, s'il n'est tout simplement pas né menteur, comme d'autres naissent daltonien, sourd ou bègue. Bien entendu, mentir n'est pas sans risque non plus. Le mensonge ne tient qu'un temps, un court temps. En éclatant, il se retourne contre son auteur. Il est source de discrédit et de désaffection pour sa personne. Mais lui ne peut s'en abstenir. C'est plus fort que lui, comme chez un dépendant. En est-il heureux ? Ce n'est point sûr. Il envie le courage des autres, cette capacité qu'ils ont de ne pas subir, de faire front, de porter la tête haute face à l'adversité.

Sémantiquement, l'évitement ne renvoie-t-il pas au registre de la fuite ? Fuir c'est justement éviter de faire face à, qu'il s'agisse d'un danger, d'une vérité, ou d'autre chose. Bien entendu, toute fuite n'est pas négative. Il est des fuites salutaires parce qu'elles sont la seule alternative, parce qu'elles sauvent la vie et permettent de rebondir pour faire face. Mais la fuite systématique est sans vertu. Elle ne crée pas, ne construit pas. Elle est abandon, absence inféconde. Fuir encore et encore. Fuir à gauche, à droite, fuir en avant, surtout en avant. Fuir la tête basse pour ne pas voir ce qui est là, posé devant. C'est la spécialité du sultan et, la chance aidant, elle l'a servi tout en le desservant. Elle a été source de certains succès en certaines situations, mais succès souvent sans fond, éphémères, qui reportent les problèmes au lieu de les régler. Le sultan c'est le présent, le jour qu'il est. Sa solution est celle du moment, de l'instant t, au lieu l. Chez lui, le passé n'est plus et le futur n'est pas encore. Alors, pourquoi s'en soucier ? L'avenir n'a qu'à attendre d'être présent pour entrer en ligne de compte, être fui à son tour. Chaque temps en son temps. Pas tous à la fois, ce serait trop lourd pour les ressources du sultan. Alors, ce cinquième ? Ce mandat numéroté 5, comme dans une série sans nom. Comment s'emparer au présent ? Par le mensonge, pardi. Encore un, du genre "Jeunes, je suis partant pour...vous". Servi d'une voix chevrotante...

Échec de l'appel forcé à un 5ème mandat présidentiel pour Ismaël Omar Guelleh



Ne sachant comment justifier son désir pathétique de s'accrocher au pouvoir pour un 5ème mandat de cinq ans, un certain Ismaël Omar Guelleh a ordonné un rassemblement forcé. L'injonction à se rassembler, assortie de menaces, a surtout visé les élèves des collèges et lycées. A Djibouti-ville, la capitale, le lieu choisi pour cette fausse réunion publique était le stade national de football dénommé d'après son prédécesseur Hassan Gouled Aptidon. En province, la chose devait avoir lieu non loin de la préfecture locale. Réquisitionnés par leurs enseignants eux-mêmes réquisitionnés par le ministère de l'éducation nationale, les pauvres jeunes étaient conduits, parfois en bus, vers les emplacements délimités pour la mise en scène commandée. A Djibouti-ville qui était l'objectif principal car abritant près de 60% de la population générale, cela s'est passé à l'intérieur du stade Gouled.

Aux côtés de ces élèves, souvent mineurs, un nombre bien moins important de jeunes militaires, gendarmes et policiers en tenue civile. Mais aussi plusieurs centaines de migrants en situation irrégulière raflés par la police pour faire de la figuration. Tous lieux confondus, seuls quelques centaines d'obligés étaient présents au titre du régime, des obligés composés de membres du parti au pouvoir et de proches d'Ismaël Omar Guelleh. Des obligés car c'étaient des personnes redevables ou en attente de quelque chose à l'égard du régime. L'on pouvait aussi entendre quelques chanteurs de service brailler pour aider les jeunes à tromper cet ennui forcé. L'un d'eux, au stade Gouled, a braillé torse nu, s'attirant la désapprobation du plus grand nombre. En dépit de l'énergie et des coercitions déployées par le pouvoir, l'appel forcé n'a totalisé que quelques milliers de figurants contraints.

Soit peu à l'échelle du million d'habitants que compte le pays. Empêchés par l'appareil répressif de tenir un contre-rassemblement, les Djiboutiens ont protesté soit en restant chez eux, parfois avec prise de parole, soit en manifestant dans les rues de leurs quartiers où ils ont bravé l'appareil répressif. C'est dire si Guelleh a essuyé un cinglant échec dans sa tentative de faire croire qu'il a encore du soutien populaire à Djibouti. Selon nos informations en off, les organisateurs de la petite mascarade, à commencer par le ministre de l'éducation nationale qui n'a rien appris du sort après usage réservé à son prédécesseur, n'ont pas été félicités. Il leur a été reproché de ne pas avoir réussi à forcer plus d'élèves. Sans le vouloir, Guelleh a ainsi rappelé au monde que, après de vingt ans de pouvoir sans partage au service de sa personne et de sa famille, il est plus que jamais rejeté par les Djiboutiens.

Malgré l'immense rejet populaire, Guelleh se dit "partant" pour un 5ème mandat



STOP

Paniquant à l'idée de vivre hors pouvoir, en raison de ses méfaits tout au long de ces années de mauvaise gouvernance et de chape de plomb, Ismaël Omar Guelleh a fait le choix qui lui ressemble : s'accrocher. C'est un choix de peur.

La peur, il l'a donnée à voir jusque dans la manière dont il s'est exprimé dimanche 20 décembre 2020. Il ne s'est pas prononcé avec un semblant de solennité mais hors contexte comme l'a précisé le journaliste maison qui avait ordre de lui poser la question de sa candidature.

Dans sa réponse décalée, il ne trouvait ni les mots, ni le ton. Il a lâché, d'une voix chevrotante, un : "Je suis partant" pour un 5ème mandat. Aux Djiboutiens d'en tirer les conséquences.

Que devient l'ancien Djibouti Loisirs de la capitale ?



Apollo Club, Djibouti Loisirs, cela vous dit quelque chose ? C'est un espace de loisirs qui jouxte le célèbre Théâtre des Salines, aux Salines Ouest, juste en face de l'immeuble Salam Bank et de l'Institut français de Djibouti, derrière le supermarché Nougaprix. L'espace de loisirs est propriété de l'État djiboutien par le biais de la Société immobilière de Djibouti (SID).

Avant l'indépendance, il était exploité par un Européen sous la dénomination commerciale d'Apollo Club. Après l'indépendance, il a été repris par un Djiboutien qui l'a rebaptisé Djibouti Loisirs. Nous apprenons que cet espace de loisirs est devenu propriété d'un membre féminin de la famille présidentielle qui l'aurait acquis à vil prix et l'aurait revendu à prix d'or au groupe Salam Bank.

D'où nos questions. Est-il vrai que ce membre féminin de la famille présidentielle a acheté cet espace de loisirs ? Si oui, quand, comment et à quel prix ? Et si cette personne de la famille présidentielle l'a revendu à Salam Bank, à quel prix l'a-t-elle cédé ? Quel profit a-t-elle réalisé ? Et l'État de Djibouti dans tout cela ? A suivre.

L'hôtel Plein Ciel de la capitale acheté avec de l'argent public par un membre de la famille présidentielle ?



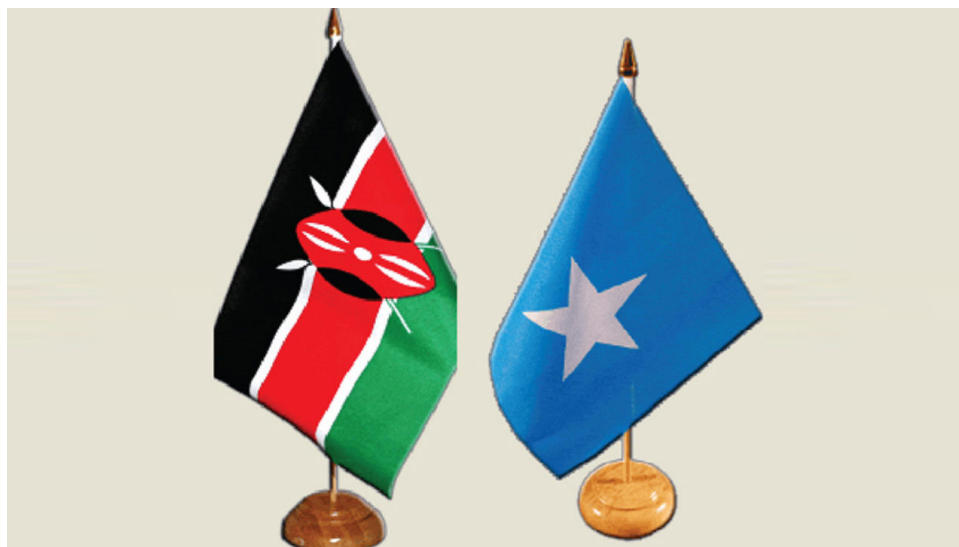
L'hôtel Plein Ciel est l'un des établissements hôteliers les plus anciens à Djibouti. Il comprend 43 chambres et a été construit en 1975, c'est-à-dire avant l'indépendance. Il est situé en face du palais présidentiel, à l'angle de l'Avenue Cheik Osman, à Djibouti-ville. Il s'est vite imposé sur le marché comme un hôtel moderne et aux tarifs abordables.

Jusqu'en 2019, l'hôtel appartenait à Ali Aref Bourhan qui l'exploitait.

Celui-ci n'est autre que l'ancien président du conseil de gouvernement sous l'administration coloniale. De 1960 à 1976, Aref était le colonisé le plus puissant lorsqu'un certain Ismaël Omar Guelleh faisait carrière dans la police coloniale qui le recrutait en 1964. Selon nos informations, Plein Ciel aurait été acquis en 2019 par un membre masculin de la famille présidentielle au prix de 800 millions de francs Djibouti.

D'où nos questions. Est-il vrai que Plein Ciel est devenu la propriété d'un membre masculin de la famille présidentielle ? Si oui, est-ce au prix de 800 millions de FD qu'il l'a acheté ? D'où vient cet argent ? Nous apprenons que cette somme élevée vient du détournement d'une partie des fonds du programme d'investissement national (PIN) dont la gestion a été confiée au premier ministre. Qu'en est-il ? Est-il vrai que ce membre de la famille présidentielle a détourné jusqu'à 30 millions de dollars du PIN ? Ce programme d'investissement aurait été doté de 200 millions de dollars américains octroyés par certains pays arabes du Golfe pour financer l'effort de développement national. Le président Guelleh approuve-t-il de tels agissements ? A suivre.

La Somalie et le Kenya acceptent le règlement de leur différend par l'IGAD



Comme nous vous en avons informé dans notre dernière édition, la République fédérale de Somalie a rompu ses relations diplomatiques avec le Kenya voisin dimanche 13 décembre 2020, dans les heures qui ont suivi la rencontre à Nairobi entre le président Uhuru Kenyatta et le président de l'État autoproclamé du Somaliland, Moussa Bihi Abdi. Motif invoqué par Mogadiscio pour cette rupture des relations diplomatiques : ingérences du Kenya dans les affaires intérieures somaliennes. Dans la foulée, Mogadiscio a saisi les instances internationales, à commencer par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD en anglais). Cette dernière s'est réunie en sommet extraordinaire dimanche 20 décembre 2020 à Djibouti-ville, capitale de la République de Djibouti. Les délégations des deux pays, conduites par leurs chefs d'État respectifs, le président somalien Mohamed Abdillahi Mohamed dit Farmajo et son homologue kenyan Uhuru Kenyatta, se sont d'abord rencontrées en tête à tête.

Puis, elles ont pris à la réunion plénière présidée par le premier ministre soudanais Abdallah Hamdok en sa qualité de président en exercice de l'IGAD. Selon nos informations, la partie somalienne a fait la démonstration des ingérences kenyanes dans les affaires intérieures de son pays. A cette occasion, le président de l'IGAD a rappelé que les principes qui régissent l'organisation régionale incluent l'égalité entre États membres souverains, la non-ingérence dans les affaires intérieures et le règlement des contentieux par le dialogue. Ce, a-t-il, ajouté, pour maintenir la paix, la stabilité et la sécurité dans la région. Il a été demandé au Kenya et à la Somalie une désescalade des tensions et le règlement de leur différend par le dialogue dans le cadre de l'IGAD, ce que les deux pays ont accepté. La Somalie a cependant mis une condition qui a été acceptée, à savoir la mise en place d'une mission d'enquête de l'IGAD sur le différend.

Avec en haut de l'agenda de cette enquête ce que Mogadiscio appelle l'organisation et l'entraînement par le Kenya d'un mouvement rebelle armé contre la Somalie. Ce mouvement armé se trouverait en territoire kenyan, près de la ville frontalière de Mandera, prêt à passer à l'action. Rappelons que les tensions entre le Kenya et la Somalie perdurent depuis de longs mois. Elles sont allées crescendo, comme en témoigne l'interdiction des importations du khat kenyan en Somalie. Parmi les sujets qui fâchent, autres que les efforts de Nairobi de resserrer ses liens avec l'État autoproclamé du Somaliland, figurent les réunions récurrentes de l'opposition somalienne au Kenya et les relations privilégiées qu'entretient avec ce pays le président de la région somalienne fédérée du Jubaland, Ahmed Mohamed Islam.

Une enfance

Villebramar

il porte avec lui sa colère de dix ans,
l'emmène dans les couloirs lui cogne la tête contre les
murs
mais la colère relève la tête et le regarde
alors
il frappe encore et encore contre les murs sa colère
jusqu'à ce qu'elle s'effondre
fatiguée
se taise enfin
ferme les yeux et cesse de le regarder

alors il arrête de frapper
de frapper sa colère
de frapper la tête de sa colère contre les murs
fatiguée sa colère arrête de le regarder droit dans les
yeux.

J'ai vu, et les autres aussi
cette colère de dix ans qui s'est arrêtée soudain dans
les couloirs
tous nous passions sans seulement esquisser un sourire
ç'aurait été bien un sourire
un simple sourire
pour que cesse de le regarder sa colère dans les
couloirs de l'Assistance
publique
comme on disait autrefois mais aujourd'hui il n'y a plus
d'assistance
ni publique ni privée les éducateurs regardent ils savent
qu'il n'y a rien à faire
rien rien à faire
contre une colère de dix ans
qui a recouvert les murs du Foyer
recouvert
les murs des couloirs envahi
le Foyer jusqu'aux plafonds jusqu'aux couloirs elle s'est
arrêtée à la porte
la porte de la Liberté
qui est aussi celle de l'enfer.

Il est seul, il a dix ans, et il cogne sa tête contre les murs
cogne cogne cogne sa tête
jusqu'à ce que la colère arrête
arrête de le regarder droit dans les yeux
sa colère et lui seuls
exactement seuls
se regardant bien droit

se taisent enfin
ferment les yeux et cessent

de se regarder

Villebramar, 2013

Journal La Voix de Djibouti

email: lvddjib2019@gmail.com

web: <https://>

lavoixdedjibouti.info

